

Pour une productivité durable

Gilles L. Bourque

Chercheur, Institut de recherche en économie contemporaine

Selon la pensée économique dominante, les notions de productivité et de croissance sont intimement liées. Or, dans un contexte de panne durable de croissance comme celle que nous connaissons dans les pays développés, il serait peut-être temps de repenser la notion de productivité, d'autant plus qu'elle néglige une dimension fondamentale : l'environnement. Mais une productivité durable est-elle possible ?'

On confond trop souvent la notion de productivité avec celle d'exploitation du travail. Qu'une personnalité comme l'ancien premier ministre Lucien Bouchard en vienne à expliquer la faiblesse du niveau de productivité de l'économie du Québec par le nombre d'heures travaillées est malheureusement symptomatique d'une grande incompréhension. Dans la réalité, ces deux phénomènes sont plutôt inversement proportionnels : la productivité est généralement minimale là où l'exploitation du travail est maximale. De façon technique, on définit la productivité comme le rapport entre une production et les différents facteurs de production qui ont été utilisés pour la réaliser. La productivité peut

donc s'exprimer, selon le facteur utilisé, comme productivité du travail, productivité du capital ou productivité multifactorielle (PMF). Si les économistes emploient le plus souvent la notion de productivité du travail, c'est simplement parce qu'elle est la plus facile à quantifier. Néanmoins, la mesure la plus fidèle de l'évolution de la productivité d'une économie, c'est-à-dire de son progrès technique, est celle de la PMF, que l'on obtient en soustrayant de la croissance de la production (extrant) la croissance des ressources utilisées (les intrants « travail » et « capital »). À partir de la formule bien connue des économistes : Δ produit intérieur brut = Δ travail + Δ capital + progrès technique, la crois-

sance de la productivité apparaît comme la croissance inexplicée de la production, c'est-à-dire qui ne découle ni de la croissance du travail ni de celle du capital.

Depuis plusieurs années, il est généralement admis dans la communauté des économistes que la croissance de la productivité de l'économie canadienne, et à plus forte raison de celle du Québec, est systématiquement inférieure à la croissance de l'économie des États-Unis. Or on s'est aperçu que cet écart est plus ou moins grand selon la mesure de la productivité utilisée. Par exemple, les écarts sont systématiquement plus faibles lorsqu'on emploie la méthode de la PMF. Mais Dean Baker et David Rosnick² sont allés encore plus loin. En corrigeant les mesures de la productivité d'une vingtaine de pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) par divers facteurs – tels le déficit du compte courant ou le taux d'investissement net –, ils arrivent à des résultats surprenants : la performance des États-Unis serait moins bonne que celle du Canada.

Cependant, dans le contexte actuel de crise écologique, ce qui est plus préoccupant, c'est l'incapacité qu'a la notion de productivité à tenir compte de l'intrant « nature » de la production. Cela nous oblige à nous interroger sur les facteurs qui déterminent la productivité. À cette fin, nous examinerons, dans un premier temps, les liens qui existent entre productivité et progrès

social (pour la période des Trente Glorieuses) et, dans un deuxième temps, les liens entre productivité et intégrité écologique.

La productivité et le progrès social

Trouver une définition acceptable du progrès social pose un problème. C'est une notion éminemment subjective. Toutefois, sans grand risque de se tromper, on peut dire qu'une bonne définition du progrès social devrait faire appel aux revenus des familles et à leur sécurité financière, à la santé et à la durée de vie des populations, au temps de loisir, aux niveaux de pauvreté et d'exclusion, à l'égalité des chances et à la qualité de la vie communautaire. C'est pendant les trois décennies qui suivent la Deuxième

**La notion actuelle
de productivité ne tient pas
compte de l'intrant
« nature » de la production.**

Guerre mondiale qu'on a pu constater l'amélioration la plus significative, et durable, du progrès social dans la plupart des pays développés. Cette période, appelée « les Trente Glorieuses », est marquée par un taux de croissance tout à fait exceptionnel de la productivité.

On peut analyser les liens entre la croissance de la productivité et le progrès social de deux manières : soit en tenant compte de la dimension sociale des facteurs qui déterminent la produc-

tivité (les « déterminants »), soit en considérant la productivité comme l'un des déterminants économiques du progrès social. Ces liens sont rarement examinés dans les analyses traditionnelles portant sur la productivité. Lorsqu'ils le sont, c'est de façon unilatérale et selon une vision étroite, en termes de coûts/bénéfices. Depuis une trentaine d'années, un courant politique de droite a d'ailleurs voulu démontrer que les politiques sociales des années d'après-guerre auraient eu des effets nuisibles sur la croissance de la productivité. Cette croyance qu'il y aurait une incompatibilité entre des politiques sociales généreuses et une forte productivité économique est fondée sur le calcul exclusif du « coût » des politiques sociales, les bénéfices étant complètement négligés.

Pourtant, plusieurs études récentes indiquent que la réduction des inégalités sociales serait positivement corrélée avec la croissance économique. Même l'OCDE s'est récemment convertie à cette approche par les bénéfices. Le premier bénéfice économique important des politiques qui visent à corriger les inégalités sociales s'exprime par l'amélioration du capital humain. En effet, les protections collectives assurent une sécurité financière de base aux personnes face aux risques qui se présentent durant leur vie, à un coût global moins élevé que si les personnes s'assuraient contre ces risques sur le marché privé. Cette protection engendre une mobilité sociale

accrue et un investissement plus grand de la part de ces personnes dans leur capital humain (formation, apprentissage, savoir, santé). Le deuxième bénéfice économique important est une cohésion sociale plus forte et un niveau élevé de capital social (défini comme l'ensemble des normes et des réseaux qui facilitent l'action collective). L'exemple le plus probant des conséquences économiques d'un désinvestissement dans le capital social est celui des pays de l'ancien bloc soviétique. Non seulement les coûts de la reconstruction du capital social ont été énormes pour ces pays, mais cette reconstruction par la société civile est finalement apparue comme un préalable au développement économique, dans la mesure où la perte de confiance généralisée des acteurs économiques a impliqué une hausse phénoménale des coûts de transaction.

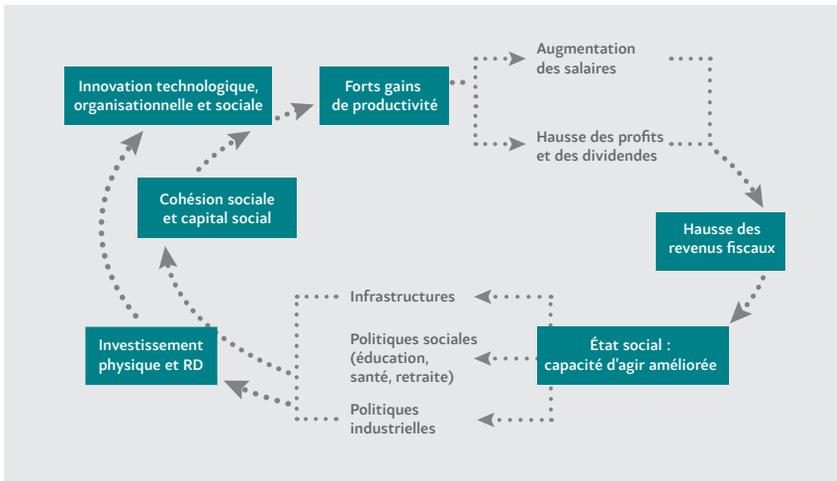
Ainsi, à travers leurs bénéfices (les conséquences positives qu'elles ont sur le capital humain et le capital social), les politiques sociales – pourtant systématiquement ignorées dans les calculs de la productivité – peuvent être considérées comme un des principaux déterminants institutionnels de la croissance de la productivité. Mais inversement, la croissance de la productivité est un déterminant important de l'ampleur des politiques sociales. La croissance des dépenses sociales est en effet insoutenable à long terme sans une croissance de la richesse collective. De façon générale, la croissance de la productivité a

été l'un des facteurs du progrès social des dernières décennies. La hausse de la productivité et des revenus (salaires et profits) qu'elle a engendrée a permis à l'État-providence d'investir dans les dépenses et les transferts publics (voir la figure 1). À l'inverse, l'effondrement des taux de croissance de la productivité, à partir du milieu des années 1970, a été l'un des principaux facteurs de la crise des finances publiques, et plus généralement des crises sociales qui se sont succédé depuis.

Il ne s'agit pas ici d'affirmer que la croissance économique conduit inéluctablement au progrès social. Il n'y a pas de lien systématique puisqu'on ne peut pas connaître *ex ante* l'utilisation qui

sera faite des gains de productivité (une distribution ou un accaparement) et de la hausse des revenus publics (une augmentation des dépenses publiques ou une baisse des impôts). Néanmoins, à long terme, il est difficile de concevoir un développement social durable, par le biais de politiques sociales généreuses, sans une amélioration continue de l'efficacité économique, qui prend la forme d'une croissance de la productivité. Une productivité élevée permet d'élargir la marge de manœuvre, ou la capacité de faire des choix, de l'État et des citoyens. C'est une condition nécessaire, dirions-nous, mais manifestement insuffisante, pour assurer un développement social durable.

FIGURE 1
Productivité et progrès social : le cercle vertueux de la social-démocratie



La productivité et l'intégrité écologique

Le développement durable, c'est en quelque sorte l'idée de progrès social amendée par la nécessité de produire un environnement plus sain pour les générations actuelles et futures. Or, justement, lorsque la productivité reste confinée dans le cadre étroit de la seule efficacité économique, comme le veut la pensée économique dominante, elle risque de dégénérer en productivisme, c'est-à-dire en une recherche effrénée de l'efficacité économique qui ne tient pas compte de ses répercussions sociales et environnementales. Quand la recherche de l'efficacité économique se fait au détriment des deux autres dimensions d'un développement durable, elle devient insoutenable. Si une telle

La réduction des inégalités sociales serait positivement corrélée avec la croissance économique.

recherche d'efficacité semble rationnelle pour une entreprise prise isolément, c'est que celle-ci ne comptabilise pas le coût de ses externalités (les conséquences sociales et environnementales de ses activités). Mais aujourd'hui, il apparaît pourtant de plus en plus inconcevable de penser l'économie sans tenir compte des conséquences environnementales, l'environnement sans tenir compte de l'acti-

tivité sociale, le social sans tenir compte des pratiques économiques.

L'analyse des liens entre la productivité et l'intégrité écologique comporte deux volets : elle fait appel, d'une part, à la prise en compte de la dimension écologique des déterminants de la productivité et, d'autre part, à celle des déterminants économiques de l'intégrité écologique. Commençons par le premier volet : le rôle du « capital naturel » dans l'activité économique est de plus en plus reconnu, bien que cette reconnaissance doive composer avec la pensée économique dominante qui, au même titre que les dépenses sociales, réduit les contraintes environnementales à un problème de coût. Encore une fois, le problème découle du fait que les externalités positives (les bénéfiques) ne sont pas considérées (dans ce cas-ci, celles de la nature).

Prenons le simple cas du travail des abeilles : au sens économique le plus strict, ces dernières produisent du miel (1,5 million de tonnes) qui, vendu sur les marchés, peut représenter une valeur de 2,5 milliards de dollars. Or les abeilles ont également comme « activité » la pollinisation des plantes à fleurs. Il s'agit là d'une externalité positive de la nature, d'un service gratuit, car il n'existe aucun mécanisme marchand permettant de rémunérer les propriétaires des abeilles (et encore moins les abeilles elles-mêmes !) pour ce service. On estime néanmoins la valeur des services des insectes pollinisateurs à 150 milliards

d'euros³ (230 milliards de dollars), donc près de 100 fois la valeur du marché du miel. Et on ne parle ici que du rôle des insectes pollinisateurs! L'année 2010 ayant été l'année internationale de la biodiversité, de nombreux chercheurs ont tenté d'évaluer les services économiques de ce « capital naturel ». Selon ces études⁴, l'érosion de la biodiversité coûterait entre 1 350 et 3 100 milliards d'euros chaque année. Si l'érosion du capital naturel s'élève à ces montants, imaginez la valeur de ce qu'il produit annuellement. Il nous apparaît donc raisonnable de proposer que l'intégrité écologique de la planète est un déterminant crucial de la croissance de la productivité et le deviendra d'autant plus que nous tiendrons davantage compte des coûts de la pollution.

Mais qu'en est-il de l'autre volet, celui des déterminants économiques de l'intégrité écologique? Selon Olivier Boiral⁵, la productivité soutenue et durable, qu'il préfère nommer « l'éco-efficience », est déjà une réalité matérielle. Mais pour la comprendre, il faut sortir de la

**L'érosion de la biodiversité
côûterait entre 1 350 et
3 100 milliards d'euros
chaque année.**

vision réductrice de l'analyse coûts/bénéfices. Pour Boiral, plutôt qu'être subordonnées à des considérations

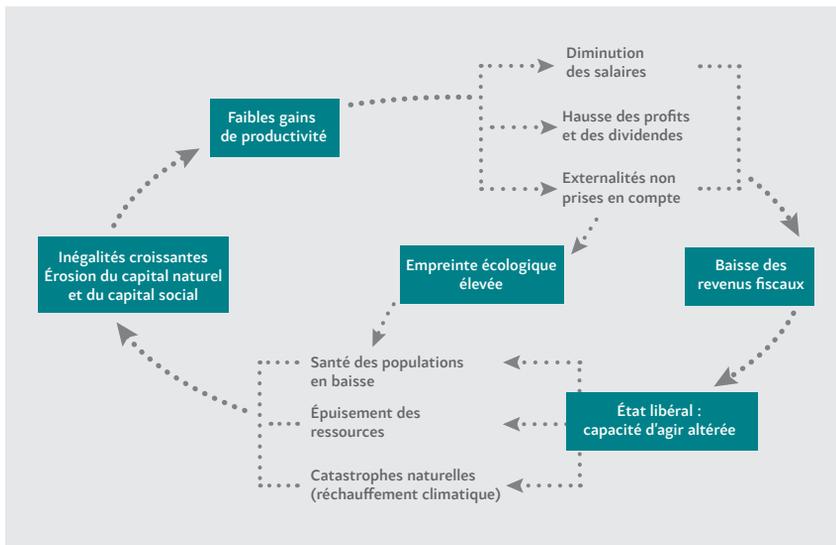
strictement économiques, les actions environnementales doivent d'abord et avant tout reposer sur le principe du respect de l'intégrité des écosystèmes et de la santé des populations. Pour lui, les écosystèmes et la vie en général n'ont pas, en soi, de prix, puisqu'ils échappent à la rationalité économique.

Ce n'est d'ailleurs pas tant la logique économique qui pose problème que la logique marchande, qui provoque une dislocation de la société humaine en cherchant à imposer à toutes choses l'évaluation marchande⁶. Le développement du capitalisme, avec sa demande extensive de ressources naturelles, a raréfié ces dernières (longtemps conçues comme « sans valeur » parce qu'abondantes et d'accès libre), en en faisant des marchandises dont le prix se détermine par leur rareté ou par le travail humain exercé pour les extraire. Mais leur caractère « naturel » continue à être irréductible, comme tous les biens publics de la nature, à l'évaluation marchande⁷. D'où la nécessité, voire l'urgence, d'une nouvelle régulation pour en assurer la viabilité.

Depuis les débuts de la révolution industrielle, on peut dire que les déterminants économiques de l'intégrité écologique ont essentiellement été négatifs, entraînant la mise en place d'un cercle vicieux qui atteint, avec le modèle ultralibéral, un seuil intolérable (voir la figure 2). Pour transformer ces déterminants économiques, il faut changer les principes qui gouvernent notre modèle

FIGURE 2

Productivité et intégrité écologique: le cercle vicieux de l'économie ultralibérale



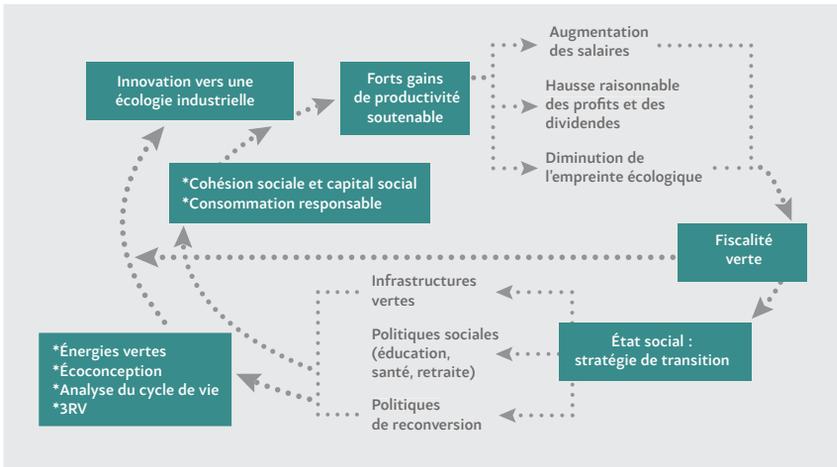
de développement et redonner aux acteurs publics et aux acteurs de la société civile leur pouvoir de régulation, qui s'est dégradé depuis une trentaine d'années.

Comme nous l'avons vu précédemment, le mode de régulation des années d'après-guerre est apparu comme un modèle de développement construit sur la base d'un cercle vertueux (figure 1). Pour diverses raisons, ce modèle a éclaté. Aujourd'hui, tous les éléments existent pour que nous puissions construire un nouveau modèle de développement plus durable sur la base d'un nouveau cercle vertueux (voir la figure 3) : un système productif éco-efficace (fondé sur les

principes de l'écologie industrielle) qui assurerait des gains de productivité soutenus et durables, un partage plus équitable de ces gains par le biais d'une pluralité de statuts (économie marchande et publique, mais aussi sociale, domestique, etc.), ainsi qu'une dynamique de consommation responsable consolidant la durabilité du système productif.

Déjà en 1994, Joseph J. Romm⁸ démontrait, en s'appuyant sur l'analyse d'une centaine d'entreprises, que les investissements en éco-efficacité (plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources et de l'énergie) et dans les énergies de substitution décarbonisées

FIGURE 3
Productivité, progrès social et intégrité écologique: le cercle vertueux
d'une économie plus durable



conduisaient à des gains de productivité appréciables. On peut donc imaginer le potentiel de gain lorsque les coûts réels de la pollution seront vraiment intégrés dans les prix des biens et des services.

Pour un nouveau bond de productivité

L'impératif de croissance auquel nous a soumis le modèle ultralibéral ces 30 dernières années a complètement usurpé les fondements de la vie : l'activité économique a intensifié l'exploitation des ressources non renouvelables et a dépassé les rythmes de reconstitution des ressources renouvelables. C'est de ce modèle, de ce paradigme, qu'il faut sortir. Le paradigme du développement

durable doit promouvoir un bond de productivité sur de nouvelles bases : augmenter le volume global de production en prenant soin de comptabiliser le social et l'environnement dans les « intrants ».

Mais ce bond de productivité durable est étroitement lié à notre capacité à réaliser une transition écologique de l'économie et à développer de nouveaux indicateurs de richesse.

Malheureusement, peu de pays ont véritablement pris cette voie de transition. Soyons reconnaissants envers l'Europe d'avoir élaboré une *Feuille de route vers une économie à faible intensité de carbone à l'horizon 2050* et d'avoir commencé à mettre en œuvre

les recommandations de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social (dite « commission Stiglitz»). Bien qu'assez timides, ces dernières permettront au moins de construire des indicateurs de richesse plus qualitatifs, capables de rendre compte, par exemple, d'une productivité soutenue et durable. Le Québec devrait s'y associer le plus rapidement possible.

Notes

1. Ce texte est une version écourtée d'une note d'intervention de l'IREC : Gilles L. Bourque, *Pour une productivité soutenable*, note d'intervention n° 21, IREC, octobre 2012.
2. Dean Baker et David Rosnick, « Productivité et consommation soutenable des pays de l'OCDE : 1980-2005 », dans *Observateur international de la productivité*, n° 15, automne 2007, p. 29-43.
3. Éric Darier, *Coût de la disparition des abeilles : 230 milliards de \$*, 24 septembre 2008. En ligne : www.greenpeace.org/canada/fr/Blog/cot-de-la-disparition-des-abeilles-230-millia/blog/4602.
4. Conseil économique, social et environnemental, « La biodiversité : relever le défi sociétal – Avis du Conseil économique, social et environnemental », dans *Journal officiel de la République française*, juin 2011.
5. Olivier Boiral, « Environnement et économie : une relation équivoque », dans *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 5, n° 2, novembre 2004.
6. Karl Polanyi, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
7. Je renvoie ici aux réflexions d'Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie, en particulier *La gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, Éditions De Boeck, 2010.
8. Joseph J. Romm, *Lean and Clean Management : How to Boost Profits and Productivity by Reducing Pollution*, New York, Kodansha Amer, 1994.